

Congrès CTB



Confédération des travailleuses et travailleurs du Brésil

Démocratie et luttes pour la defense de l'emploi et des droits

En ouverture de ce 4ème Congrès national central des travailleurs du Brésil, qui s'est tenue à Salvador entre le 24 et 26 août 2017, notre délégation internationale de la FNTVC-CGT a participé au séminaire sur le thème :

« La mondialisation , les droits et la démocratie ».

Parmi les questions fondamentales qui ont été débattus, les points tels que la réforme du travail et du bien-être, le coût du capital contre le travail, les défis du mouvement ouvrier.

La tenue et la réalisation de ce congrès dans un contexte troublé et hostile à la classe ouvrière, est en soi un acte de résistance, d'unité et l'organisation d'une force contre l'offensive néo-libérale brutale qui a attaqué les droits sociaux et du travail au Brésil mais aussi partout dans le monde.



Le **Syndicat des travailleurs** brésiliens (CTB) est une [organisation syndicale brésilienne](#) , fondée le [14 décembre 2007](#) dans la ville de [Belo Horizonte](#) , dans l'État de [Minas Gerais](#) , lors du premier *Congrès national du Centre ouvrier du Brésil* .

CTB est considéré comme la troisième plus grande centrale syndicale au Brésil, composé d'environ 700 entités affiliées dans



Exemple de la criminalisation syndicale dans les entreprises Brésilienne

Sur l'introduction du sujet, partant de la situation nationale et internationale, le constant est édifiant. La classe ouvrière vit une histoire critique et indésirable dans le monde. Une vague conservatrice traverse le globe avec des conséquences majeures qui se traduit par la destruction des droits sociaux, des guerres et des menaces qui pèsent sur la démocratie, la souveraineté des peuples, les libertés individuelles et collectives.

Le fond, à ce stade, est la crise du capitalisme international, une des plus longue et sévère dans l'histoire du système. La crise a un double aspect, elle est en même temps géopolitique et économique. La classe ouvrière est atteinte de plein fouet par cette crise. Le chômage vertigineux est devastateur et atteint aujourd'hui, plus de 200 millions de travailleurs dans le monde selon les estimations de l'organisation internationale du travail (OIT).

LE CHOMAGE MONDIAL ATTENDU EN HAUSSE PAR L'OIT EN 2017

« Le nombre de personnes sans emploi dans le monde devrait augmenter de 3,4 millions en 2017, en raison d'une croissance faible et d'investissements insuffisants, selon les prévisions données par l'Organisation internationale du travail (OIT) dans son rapport annuel publié jeudi.

Le chômage, qui devrait toucher au total 201 millions de personnes, est en hausse dans de grands pays émergents, notamment ceux qui sont dépendants des exportations de matières premières comme la Russie, l'Afrique du Sud et le Brésil, indique l'OIT.

Le taux de chômage mondial passerait ainsi de 5,7% en 2016 à 5,8% en 2017, a précisé le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, lors d'un point de presse ».



Intervention à la tribune de la FNTVC-CGT

Notre délégation FNTVC-CGT est intervenu au cours de ce séminaire sur la question de la crise économique mondiale et le monde du travail.

Sur ce sujet sensible concernant la crise économique mondiale, bon nombre d'analyses divergent sur la cause ou les causes à l'origine de cette situation. Nous défendons l'idée qu'il nous faut comprendre la crise pour en sortir.

En premier lieu, le capital impose aux entreprises depuis plus de trente ans une gestion orientant les richesses créées vers les dividendes des actionnaires et vers les intérêts d'emprunt au détriment de l'investissement dans la recherche, l'innovation, le développement, la formation, l'emploi, les salaires ... nous a précipités dans la crise dant les salariés paient le prix fort.

Nous avons largement développés sur le travail trop cher. Quel que soit le continent, la part des salaires, de la rémunération est toujours trop lourde pour le capital.

En fait, cette course à la moindre rémunération du travail et au moins disant-social, est par définition sans limite : telle que le patronat conçoit la mondialisation libérale à l'échelle internationale, il y aura toujours plus exploitable ici ou ailleurs, plus précarisable, plus flexibilisable, moins payable, moins chers.

Baisser le "coût du travail", qui nous est inlassablement répété, ressemble singulièrement à un cercle vicieux dans lequel les salariés seraient tous perdants. Ici, où les profits redistribués en dividende aux actionnaires et en intérêts d'emprunts conduit aux délocalisations et à la disparition de filières industrielles entières, et dans les pays où l'on dit la main-d'oeuvre "low cost" comme en parlant d'un voyage en jet, où des enfants eux-mêmes sont victimes du travail forcé.

Nous avons également développés dans notre intervention, la problématique de la rentabilité du capital prenant appui sur des mesures de déréglementation et de libéralisation des économies.



Le Président Temer bourreau de Lula et Dilma Rousseff

les marchés financiers ont pris du pouvoir et désormais **la logique financière l'emporte sur la logique industrielle**. Auparavant, on commençait par produire, puis avec l'argent de cette production on rémunérait le capital. À présent, la rémunération du capital est devenue le but ultime de l'entreprise, et l'orientation de la production, c'est-à-dire ce qu'il convient de produire, où (ici ou à l'étranger) et avec quels moyens se fait en fonction de l'intérêt de la finance. »

Pour finir, nous avons pris appui sur deux exemples concernant le monde du travail et sur les revendications communes que nous pouvons faire avancer tous ensemble au niveau international s'agissant des **droits des femmes** et de la problématique du **travail précaire**.

Selon un récent rapport de l'OIT (Organisation Internationale du Travail), 70 % des femmes voudraient exercer un emploi rémunéré alors que plus de 50 % d'entre elles restent exclues du marché du travail.

De plus, la ségrégation fondée sur le genre en fonction de la répartition sectorielle est une réalité. Cette ségrégation montre les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder à certains emplois et l'écart de rémunération avec les hommes demeure considérable.

Les femmes font face à de multiples contraintes socioéconomiques qui varient d'un pays à l'autre, à savoir la discrimination, le conformisme au modèle traditionnel des rôles entre les femmes et les hommes, le manque d'éducation, la conciliation travail-vie personnelle, ainsi que le manque de structures de garde d'enfants et de moyens de transport.

Les violences et le harcèlement sexuel continuent également d'être des obstacles pour l'entrée et l'évolution des femmes sur le marché du travail. Cette situation n'est pas normale. Nous devons mettre en mesure les femmes de comprendre leurs droits et ceux qui ne constituent pas des droits sur elles. Elles ne comprennent pas leurs droits au travail, parce qu'elles ne les connaissent pas.

Nous devons leur permettre d'avoir prise sur leur propre vie.

Sur la **problématique du travail précaire**, le phénomène est aujourd'hui présent sur tous les continents et s'accélère. Sans développer, de récents événements législatifs et politiques de par le monde illustrent l'augmentation continue du travail précaire.

En Europe, une étude récente montre que les jeunes gens employés sous le régime de contrats zéro heure (précarité extrême) sont davantage susceptibles d'avoir une santé mentale et physique dégradée par rapport à des gens jouissant d'un emploi plus stable.

Au sein de l'Union Européenne, l'emploi type sur base de contrats permanents à temps plein n'a cessé de diminuer au cours des dix dernières années, passant de 62 à 59 %. La crise a conduit à l'augmentation de l'emploi temporaire et à temps partiel sur base non-volontaire.

Nous défendons l'idée de construire une unité, une solidarité internationale afin de stopper le travail précaire. Les syndicats doivent continuer à mobiliser et à réagir fermement par rapport à l'augmentation du travail précaire de par le monde.

Avec le développement des modèles de chaînes mondiales d'approvisionnement et la numérisation, le problème pourrait s'étendre de manière incontrôlable.

Au cours de ce séminaire en marge du congrès CTB Brésilien, nous avons pu constater un certain nombre de points communs sur les revendications inclus dans leur plan de lutte ou d'action, notamment :

- *Défense de la sécurité sociale et du code du travail*
- *Luttes pour des réformes démocratique dans la politique économique (politique urbaine, agriculture, fiscalité, éducation, etc...)*
- *Défense des tribunaux du travail et la législation du travail*
- *Défense des syndicats, unité syndicale et cotisations syndicales*
- *Défense la valeur de la politique du salaire minimum*
- *Défense des droits de l'homme*
- *Défense de l'enseignement public laïque et de qualité*
- *Financement de la santé publique*
- *Programme d'urgence pour combattre le chômage*
- *Dénoncer et répudier la criminalisation du mouvement et de l'action syndicale*

Nous avons pu observer une volonté inébranlable de travailler à l'unité des travailleuses et travailleurs non seulement au Brésil mais partout au niveau international et le congrès le montre bien puisque de nombreuses délégations étrangères ont participé aux travaux de la CTB Brésilienne à Salvador



La tribune du 4ème congrès CTB



Logo des verriers de Sao Paulo (Brésil)

Notre séjour s'est poursuivi à l'invitation de nos camarades verriers de Sao Paulo. Les échanges ont été riches, aussi bien dans nos discussions sur l'économie et sur le social qu'en terme de relations humaines.

Nous sommes notamment revenus sur les problématiques des réductions des droits sociaux, à commencer par les attaques sans précédent sur le système des retraites et le droit du travail.

Il est d'ailleurs étonnant de constater la similitude des coups portés à la classe ouvrière Brésilienne, par le gouvernement Brésilien actuel par la réforme du droit du travail qui met fin à des droits historiques. La France est bien la copie exact de la politique du capital partout dans le monde.

Nous vous proposons d'ailleurs de lire le tract (ci-joint) appelant à une manifestation en avril 2017 par l'ensemble des organisations syndicales Brésiliennes qui a rencontré un immense succès populaire faisant de cette initiative l'un des plus grands rassemblements vus au Brésil ces dernières années.

Selon l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Brésil a plus de 700 000 accidents par an. Il est quatrième dans le monde dans cet aspect derrière seulement la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Les travailleurs sous-traités sont les principales victimes d'accidents du travail.



La tribune du congrès extraordinaire de la CUT

La délégation FNTVC-CGT a été invitée par les verriers de Sao Paulo à participer au congrès de la CUT une autre composante syndicale au Brésil. L'ambiance, le contexte, les questions débattues dans ce congrès extraordinaire a été remarquable et riche d'enseignement.



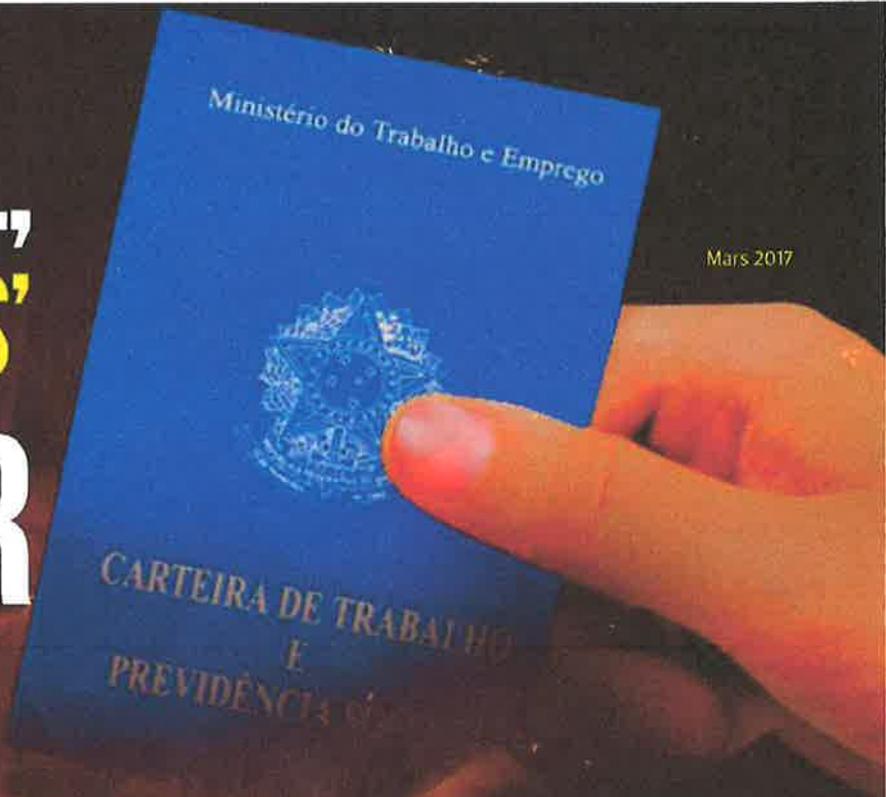
Notre délégation FNTVC-CGT répond à la CUT



Siège à Sao Paulo de la CUT



LE 28 AVRIL, LE BRÉSIL VA S' ARRÊTER



ILS VEULENT EN FINIR AVEC LE SYSTÈME DES RETRAITES ET LE DROIT DU TRAVAIL

Les centrales syndicales brésiliennes invitent la classe laborieuse à paralyser ses activités et à réaliser des grèves et manifestations contre les réformes du système des retraites et du droit du travail et également contre la loi de sous-traitance qui vient d'être approuvée par le parlement. Les manifestations qui ont eu lieu le 15 mars étaient à peine une répétition pour la grande journée de mobilisation du 28 avril. Maintenant, est venu le moment pour la classe laborieuse de s'unir pour un combat à l'échelle nationale !

CGTB



CSP
Coulisses
CENTRO ÚNICO DOS TRABALHADORES

CTB Central dos
Trabalhadores
e Trabalhadoras
do Brasil

CUT BRASIL
CENTRAL ÚNICA DOS TRABALHADORES



INTERINDICAL
Central da Classe Trabalhadora



3 BONNES RAISONS DE CROISER LES BRAS LE 28 AVRIL:

Le gouvernement veut nous faire mourir au travail sans que nous puissions prendre notre retraite

Le gouvernement dit que la caisse de retraite est déficitaire, mais c'est un mensonge ! Il manipule les chiffres! En 2015, la caisse était excédentaire de, je vous assure, 11,2 milliards de reais (+/- 3,1 milliards d'euros).

Augmentation de l'âge minimum – Avec la réforme du système des retraites, les hommes et les femmes ne pourront pas prendre leur retraite avant l'âge de 65 ans. Aujourd'hui, dans certains cas les femmes peuvent prendre leur retraite à 55 ans et des hommes à 60 ans. Mettre le même âge de la retraite pour les femmes et les hommes affectera encore plus les femmes.

Cotiser plus– Pour qu'un/e travailleur/euse puisse prendre sa retraite il faudra prouver au moins 25 années de cotisation. Aujourd'hui, l'exigence est de 15 ans.

49 ans de cotisation pour une retraite complète– Le pire est que pour avoir droit à une retraite complète, une personne âgée de 65 ans devra prouver qu'elle a contribué de façon ininterrompue pendant 49 ans.

Fin des retraites spéciales – les travailleurs/euse ruraux, les personnes qui travaillent dans des conditions insalubres, les handicapé/es, les personnes bénéficiant de pension d'invalidité seront férocement attaqués.

Attaque contre les retraites – La proposition du gouvernement interdit le cumul de prestations. Il ne sera plus possible d'accumuler la retraite et la pension pour les veufs/veuves, par exemple. Il y aura une diminution de 50 % des pensions pour mort du conjoint, suivi d'une autre diminution de 10 % pour chaque personne à charge, avec une limite de cinq enfants.

Attaque contre qui travaille actuellement– Ils veulent que ces nouvelles règles soient appliquées pour les hommes de moins de 50 ans et les femmes de moins de 45 ans.

La Réforme du droit du travail met fin à des droits historiques

Le gouvernement Temer prévoit la fin de droits historiques de la classe laborieuse, qui sont jusqu'à présent garantis par la CLT – Consolidation des Lois du Travail.

Vacances et journée de 8 heures menacées – Les 30 jours de vacances, la journée de 8 heures et la semaine de 44 heures sont menacés, le régime de participation aux bénéfices pourra être versé en autant de fois que les employeurs le veulent et le temps de pause déjeuner pourra être diminué.

Travail temporaire – Le travail sera encore plus déréglementé. Le contrat de travail temporaire aura une durée de 4 mois et pourra être prolongé pour une période équivalente.

La sous-traitance précarise le travail

Le projet de loi sur la sous-traitance a été approuvé par le Parlement, elle impose l'exploitation de la classe laborieuse brésilienne en légalisation la sous-traitance de façon généralisée. Cela ne va pas créer d'emplois, au contraire nous allons assister à une vague de licenciements de travailleurs et travailleuses qui étaient embauchés sous le régime CLT et qui seront par la suite réembauchés en tant que sous-traitant/es. Cela signifie : des emplois à bas salaires, plus heures de travail, moins de droits et des conditions de travail terribles, ce qui se traduira par un nombre plus élevé d'accidents, de maladies (stress, dépression, blessures entre autres) et plus de décès du à des accidents du travail.

Contre les réformes du système des retraites ET du droit du travail et contre la sous-traitance, le 28 avril nous allons paralyser le Brésil !

